

Barro Chambrier et les siens non partants

O. N. & C. O.
Libreville/Gabon

Au cours d'une conférence de presse animée, hier au siège de leur parti politique, le Rassemblement Héritage et Modernité, le président de ladite structure, Alexandre Barro Chambrier, et ses amis, sont revenus sur plusieurs sujets qui font l'actualité. Lesquels ont été abordés lors de la réunion du Bureau politique, lundi. Il s'agit du dialogue national proposé par le président Ali Bongo Ondimba, la situation dans le monde scolaire et universitaire et l'interpellation des journalistes de Echos du Nord. Non sans réitérer son engagement aux côtés de Jean Ping.

SUITE à la réunion du Bureau politique du Rassemblement Héritage et Modernité, lundi, ses responsables, en tête desquels son président Alexandre Barro Chambrier, ont animé une conférence de presse hier au siège dudit parti politique. Occasion pour eux



Photo : Chris Oyame

Une vue du directoire du Rassemblement Héritage et Modernité.

de faire, avec la presse nationale et internationale, l'économie de leurs assises. Trois points ont essentiellement constitué l'ordre du jour des travaux : le dialogue national appelé par le président Ali Bongo Ondimba, la situation dans le monde scolaire et universitaire et l'interpellation récente des journalistes de Echos du Nord. Par rapport au premier point, l'ancien député du 1er siège du quatrième arrondissement de Libreville et les siens ont décrit "le climat de répression jamais égalée qui s'abat dans le pays avec des arrestations arbitraires,

des emprisonnements, des tortures et des assassinats de nombreux compatriotes". Non sans "exiger la libération immédiate et sans conditions" de l'ancien député de Minvoul, Bertrand Zibi Abegue, "avec tous les autres injustement incarcérés". Ce sont-là autant d'éléments qui, selon le Bureau politique du Rassemblement Héritage et Modernité, ne peuvent militer en faveur d'un dialogue national prôné par le chef de l'Etat. "Dans ces conditions, le Rassemblement Héritage et Modernité réitère son engagement aux côtés de Jean Ping (...) en vue de la



Photo : Chris Oyame

Plusieurs autres membres de l'opposition étaient présents.

tenue prochaine d'un dialogue national pour l'alternance", ont indiqué les intéressés. En ce qui concerne la situation dans le monde scolaire et universitaire, Barro Chambrier et les siens ont dit constater que le pouvoir "n'est même plus capable d'organiser une simple rentrée scolaire qui devrait être une opération routinière, faute d'avoir pris des mesures appropriées." Selon eux, "le gouvernement a réussi à réunir tous les ingrédients indispensables pour rater la

rentrée scolaire". Et de poursuivre : "Face à cette situation, le Rassemblement Héritage et Modernité partage le désarroi des parents d'élèves qui ne savent plus à quel saint se vouer pour scolariser leurs enfants. Dans la même veine, le Rassemblement Héritage et Modernité apprécie à leur juste valeur les revendications des organisations syndicales dont l'objectif vise à fortifier le système éducatif". S'agissant des universités, ce parti politique de l'opposition estime que la situation

n'est guère reluisante. Et que le gouvernement, "adepte des mesures cosmétiques, est surpris par l'ampleur des dégâts." Dans cette situation, les responsables du Rassemblement Héritage et Modernité pensent que de l'USTM à l'UOB, en passant par l'Université des sciences de Libreville, "il y a lieu d'envisager de véritables plans d'urgence pour redonner à ces institutions leurs lustres d'antan". Par rapport à l'interpellation, par des éléments de la direction générale de la Documentation et de l'Immigration (DGDI), des journalistes de Echos du Nord, Barro Chambrier et les siens trouvent qu'"une fois encore le pouvoir s'est illustré par des pratiques rétrogrades, dignes d'Etat sans loi ni loi...". Non sans condamner, "avec la dernière énergie, ces agissements d'une époque révolue". Jugeant "intolérable que les acteurs du quatrième pouvoir ne puissent exercer leur activité dans la sérénité".